



ARRÊTÉ DU MAIRE N° 2026-121

Objet : Règlementation de la circulation et du stationnement Montée de la Quinsonnière pour installation d'un nouvel éclairage public
Nature de la voie : communale.

Le Maire de la Commune de Brindas,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212.1 et suivants ainsi que les articles L 2213.1, 2213.2 et 2213.3,

VU le Code de la Route notamment l'article R 411-8,

VU la Loi n° 82.213 du 2 Mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82.623 du 22 Juillet 1982 et la Loi n° 83.8 du 07.01.1983,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - 8^{me} partie - signalisation temporaire approuvée par arrêté interministériel du 6 novembre 1992),

VU la demande de l'entreprise RAMPA, 353 rue du Guénas 69390 MILLERY, représentée par Mr Quentin Letourneau, afin de réaliser une nouvelle installation d'éclairage public, pour le compte du SYDER

Considérant que pour effectuer lesdits travaux dans les meilleures conditions tout en maintenant la sécurité des piétons et des automobilistes, il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement **Montée de la Quinsonnière**

ARRÊTE

Article 1^{er} : L'entreprise RAMPA est autorisée à effectuer une emprise sur la voie publique Montée de la Quinsonnière

La route sera barrée.

L'accès des riverains sera maintenu.

La circulation sera interdite à tout autre véhicule hormis ceux de secours, de sécurité et des services publics.

Le stationnement sera interdit au droit de chantier.

La vitesse sera limitée à 30 km par heure.

Article 2 : La signalisation sera mise en place par l'entreprise qui réalise les travaux. Elle sera maintenue et entretenue sous sa responsabilité pendant toute la durée des travaux. **Une information aux riverains a été faite.**

Article 3 : Les dispositions du présent arrêté s'appliqueront du 27 mai 2026 au 14 août 2026 inclus

Le présent arrêté sera publié et affiché aux abords immédiats du chantier.

Article 4 : Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur le Commandant du Groupement de la Gendarmerie du Rhône, Monsieur le Chef de corps des pompiers de Brindas et tous les agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché.

Fait à Brindas, Le 22 mai 2026



Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de son affichage. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

